

du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ; Art. 3 : *Son amendement tendant à sectionner les départements de plus de 850.000 habitants* [21 mars 1951] (p. 2328) ; *Son amendement tendant à sectionner le département de la Gironde* (p. 2328, 2329) ; Art. 12 bis : *Son amendement relatif aux modalités de sectionnement de la Gironde* (p. 2333) ; Art. 3 : *Découpage de la Gironde* (p. 2447).

DUQUESNE (M. Jules), Député du Nord
(2^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de comptabilité [14 décembre 1948] (p. 7566, 7567) ; de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [30 novembre 1948] (p. 7302) ; *Session du 1^{er} juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant au reclassement du personnel des Caisses d'assurances sociales et des Compagnies d'accidents du travail, recruté après le 1^{er} juin 1945, dans les nouveaux organismes de la sécurité sociale, n^o 27. — Le 25 février 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 9 de la loi du 22 août 1946 relatif aux bénéficiaires des allocations familiales, n^o 723. — Le 5 mars 1947, une proposition de loi tendant au reclassement : 1^o du personnel des Caisses d'assurances sociales et des Compagnies d'accidents du travail, recruté après le 1^{er} juin 1945, dans les nouveaux organismes de la Sécurité sociale ; 2^o du personnel des Caisses d'assurances sociales vieillesse et décès et vieillesse-invalidité et décès dans les caisses régionales d'assurance-vieillesse instituées par la loi n^o 46-1146 du

22 mai 1946, n^o 823. — Le 11 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi complétant les articles 174 et 176 du livre II du Code du travail, n^o 1998. — Le 11 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 5 de la loi du 22 août 1946 sur les prestations familiales, n^o 2000. — Le 16 décembre 1947, un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel ; II. les propositions de loi : 1^o de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à modifier en faveur des jeunes ménages n'ayant pu cohabiter, du fait de la guerre, les modalités de la procédure de logement d'office ; 2^o de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à : a) porter prorogation jusqu'au 1^{er} juin 1947 de l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel ; b) permettre à certaines personnes l'exercice du droit de reprise de locaux d'habitation ; c) fixer l'étendue de la prorogation résultant de la loi du 28 mars 1946 ; d) protéger les locataires contre les spéculations des ventes d'immeubles par appartements ; e) renforcer la lutte contre les abus de certaines sous-locations ; 3^o de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à compléter et à modifier l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation et à usage professionnel ; 4^o de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 28 mars 1946 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel ; 5^o de M. Frédéric-Dupont tendant à compléter la loi du 28 mai 1943 relative à l'application aux étrangers des lois en matière de baux à loyer et de baux à ferme ; 6^o de M. Joseph Denais tendant à réglementer les conditions dans lesquelles peuvent être expulsés des locataires de bonne foi ; 7^o de MM. Courant et René Coty tendant à exonérer les propriétaires sinistrés de la contribution prévue par l'ordonnance du 28 juin 1945 sur le Fonds national d'amélioration de l'habitat ; 8^o de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à proroger jusqu'au 1^{er} octobre 1947 la législation actuellement en vigueur sur les loyers à usage d'habitation et profession-

nel; 9^o de M. Edgar Faure et plusieurs de ses collègues relative aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel; 10^o de M. Edgar Faure et plusieurs de ses collègues relative au prix des loyers; 11^o de M. Edgar Faure étendant le bénéfice du maintien dans les lieux aux personnes morales exerçant une activité désintéressée; III. la proposition de résolution de MM. Joseph Denais, Xavier Bouvier et Pierre Montel tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la vente des immeubles par appartements, n^o 2869. — Le 20 février 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement les mesures nécessaires en vue d'accorder aux vieillards des hospices une somme mensuelle de trois cents francs à titre d'argent de poche, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent depuis le début de leur hospitalisation, n^o 3483. — Le 19 février 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Delahoutre et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir l'autonomie de la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs de notaires, n^o 3477. — Le 27 février 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 5 de la loi du 22 août 1946 sur les prestations familiales, n^o 3608. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à compléter l'alinéa 2 de l'article 2 de la loi du 22 août 1946 relatif à la situation des étrangers au regard des prestations familiales, n^o 3759. — Le 23 avril 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Mont et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le paiement de l'allocation de maternité, n^o 4012. — Le 28 mai 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi instituant une Caisse de compensation des charges exceptionnelles résultant de l'emploi de travailleurs frontaliers domiciliés en Belgique et au Luxembourg, n^o 4354. — Le

30 juin 1948, une proposition de loi tendant à l'attribution d'un contingent de croix de la Légion d'honneur pour les travailleurs ayant au moins cinquante ans de présence dans le même établissement, n^o 4791. — Le 12 août 1948, un rapport, au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : 1^o le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale intervenus le 9 juin 1948 entre la France et la Pologne; 2^o le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention générale entre la France et l'Italie tendant à coordonner l'application aux ressortissants des deux pays de la législation française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales conclue le 31 mars 1948; 3^o le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la Sécurité sociale intervenus le 17 janvier 1948 entre la France et la Belgique; 4^o le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention générale entre la France et le Royaume-Uni sur la sécurité sociale conclue le 11 juin 1948, n^o 5256. — Le 10 février 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier deux avenants à la Convention générale entre la France et la Belgique du 17 janvier 1948 sur la Sécurité sociale, n^o 6383. — Le 10 mars 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 23 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à la détermination des ayants droit aux prestations d'assurances maladies, n^o 6761. — Le 10 mars 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10 de la loi du 22 août 1946 relatif à la détermination en matière des prestations familiales des enfants à charge, n^o 6763. — Le 16 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1^o de M. Viatte et plusieurs de ses collègues relative au règlement définitif des opérations de reclassement du personnel des organismes de sécurité sociale et allocations familiales; 2^o de M. Alfred Costes et plusieurs de ses collègues tendant au règlement définitif des opérations de reclassement du personnel des organismes de sécurité sociale, n^o 7482. — Le 1^{er} juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer

une indemnité complémentaire exceptionnelle de congés payés en faveur des salariés des professions industrielles, commerciales et agricoles, n° 7705. — Le 5 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 19 août 1946 relativement à l'indemnisation des congés payés pour les soldats libérés et pour les jeunes travailleurs, n° 7751. — Le 7 février 1950, une proposition de loi tendant à préciser certains termes du chapitre III de la loi du 22 août 1946 relative au salaire unique, n° 9189. — Le 28 février 1950, une proposition de loi tendant à préciser les conditions de représentation et d'assistance des assurés devant les commissions techniques d'invalidité, n° 9371. — Le 26 avril 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention entre la France et l'Organisation européenne de coopération économique sur la situation au regard des législations françaises de sécurité sociale, du personnel français et du personnel étranger employés par ladite organisation, n° 9786. — Le 26 avril 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention générale entre la France et la République de Saint-Marin tendant à coordonner l'application aux ressortissants des deux pays de la législation française sur la sécurité sociale et de la législation saumarinaise sur les assurances sociales et les prestations familiales conclue le 12 juillet 1949, n° 9787. — Le 26 avril 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention tendant à étendre et à coordonner l'application des législations de sécurité sociale aux ressortissants des parties contractantes du Traité de Bruxelles, n° 9788. — Le 27 avril 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la Sécurité sociale intervenus le 12 novembre 1949 entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg, n° 9789. — Le 24 mai 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à la ratification de la

convention n° 81 concernant l'Inspection du travail dans l'industrie et le commerce, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa trentième session tenue à Genève du 19 juin au 11 juillet 1947, n° 10047. — Le 24 mai 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention entre la France et la Suisse sur l'assurance vieillesse et survivants, n° 10048. — Le 24 mai 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République française à ratifier la Convention d'assistance sociale et médicale signée le 7 novembre 1949 entre les cinq pays co-signataires du Traité de Bruxelles, n° 10049. — Le 8 juin 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Duquesne et plusieurs de ses collègues tendant à préciser certains termes du chapitre III de la loi du 22 août 1946 relative au salaire unique, n° 10230. — Le 8 juin 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention internationale du Travail n° 62 concernant les prescriptions de sécurité dans l'industrie du bâtiment, n° 10232. — Le 9 novembre 1950, une proposition de loi tendant à l'interdiction de l'emploi entre 20 heures et 7 heures, des mineurs de 18 ans et des femmes enceintes, n° 11219. — Le 9 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention générale entre la France et la Yougoslavie sur la sécurité sociale intervenue le 9 janvier 1950, n° 11226. — Le 17 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à modifier les articles 64 et 64 a) du Livre II du Code du travail, pour mettre ces textes en harmonie avec les dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945, relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers, n° 11340. — Le 22 novembre 1950, une proposition de loi tendant à la modification de la loi du 19 octobre 1919 et constatant la nullité des procédures engagées en vertu de l'acte dit loi du 12 juillet 1941, n° 11404. —

Le 28 décembre 1950, une proposition de loi prorogeant le délai d'application de l'article 6 de la loi du 23 août 1948 tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, n° 11802. — Le 4 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'arrêté du 3 mars 1949 portant fixation du minimum de la rémunération susceptible d'ouvrir droit à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, n° 11855. — Le 4 janvier 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945, complétée par la loi du 3 février 1950, relatif aux périodes de salariat pour l'obtention de l'allocation aux vieux travailleurs, n° 11856. — Le 15 février 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 6134) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 63 concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 24^e session tenue à Genève du 2 au 22 juin 1938, n° 12205. — Le 15 février 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 11025) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention entre la France et la Suisse relative à l'exercice des professions d'expert-comptable et de comptable agréé signée à Lugano le 27 avril 1948, n° 12206. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 9374) de M. Duquesne et plusieurs de ses collègues tendant à préciser les conditions de représentation et d'assistance des assurés devant les commissions techniques d'invalidité, n° 12795. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 6761) de MM. Duquesne et Barrot tendant à compléter l'article 23 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à la détermination des ayants droit aux prestations d'assurance maladie, n° 12796. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 11387) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 87 concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, n° 12797. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Com-

mission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 11388) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 98 concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 32^e session tenue à Genève du 8 juin au 2 juillet 1949, n° 13167. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 11928) tendant à autoriser le Président de la République française à ratifier la Convention concernant les travailleurs frontaliers, signée le 17 avril 1950 entre les cinq pays co-signataires du Traité de Bruxelles, n° 13168. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 11725) autorisant le Président de la République à ratifier la convention générale, le protocole général et les accords complémentaires relatifs à la Sécurité sociale intervenus le 10 juillet 1950 à Paris entre la France et la République fédérale d'Allemagne, n° 13169.

Interventions :

Son rapport au nom du 3^e bureau sur les opérations électorales du département de la Haute-Garonne [28 novembre 1946] (p. 15). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. Bouxom relative aux prestations familiales, en qualité de *Rapporteur* [3 juin 1948] (p. 3185) ; Article unique : *Amendement de Mme Bastide tendant à modifier les délais d'obtention de l'allocation de maternité* (p. 3185) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [24 juin 1948] (p. 3929) ; — du projet de loi relatif aux loyers ; Titre II, allocations logements, en qualité de *Rapporteur pour avis* [18 juin 1948] (p. 3709) ; Art. 64 : *Son amendement tendant à accorder l'allocation logement aux économiquement faibles* [23 juin 1948] (p. 3828) ; *Son amendement tendant à tenir compte du nombre de personnes à charge pour l'allocation logement* (p. 3629) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 16 f : *Son amendement relatif aux primes d'emménagement et de déménagement* (p. 3831) ; *le retire* (p. 3832) ; Art. 16 h : *Son amendement tendant à ne pas tenir compte des caractéristiques de peuplement* (p. 3835) ; *Son amende-*

ment relatif à la mise en application de l'allocation logement (p. 3837); Art. 66 : *Son amendement relatif aux modalités de paiement de l'allocation logement* (p. 3842); Art. 68 : *Son amendement tendant à étendre les dispositions de l'article aux primes d'emménagement et de déménagement* (p. 3842); — du projet de loi instituant une caisse de compensation des charges résultant de l'emploi de travailleurs frontaliers, en qualité de *Rapporteur* [30 juin 1948] (p. 4172); Art. 7 : *Amendement de M. Ramette prévoyant un intérêt de 3 0/0 pour les avances de l'Etat* (p. 4178); Art. 8 : *Amendement de M. Ramette tendant à déduire les cotisations versées des revenus imposables des employeurs* (p. 4178). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à l'application du décret du 24 août 1946 prévoyant l'octroi d'une indemnité forfaitaire d'un franc par kilogramme de charbon pour compenser les majorations de prix du charbon à usage domestique résultant de l'arrêté du 1^{er} mars 1947 [17 décembre 1948] (p. 7695). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la propagande électorale pour les élections cantonales; Art. 8 bis : *Son amendement relatif à la rédaction des bulletins de vote* [18 février 1949] (p. 677); — du projet de loi fixant la date des élections aux chambres des métiers, en qualité de *Rapporteur* [25 février 1949] (p. 930); — du projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux; Art. 6 : *Cas de dispenses du service actif* [31 mars 1949] (p. 1932); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1^{er} (Art. 31 G du Code du travail) : *Amendement de Mlle Prevert tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives les conditions de travail des femmes et des jeunes* [3 janvier 1950] (p. 38); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Art. 5 : *Son amendement tendant à assimiler aux périodes de salariat la durée des services militaires, de résistance, de déportation* [20 janvier 1950] (p. 436); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution de la prime exceptionnelle aux salariés : *Discussion générale* [26 janvier 1950] (p. 528, 529); — du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950; Art. 7 : *Cas de dispense pour les fils d'invalides* [2 mars 1950] (p. 1636); — d'une

proposition de loi relative à l'imposition des tisseurs à domicile; Article additionnel : *Son amendement tendant à annuler les impositions substituant la taxe proportionnelle aux retenues à la source sur les salaires* [30 mai 1950] (p. 3988); *le retire* (p. 3989); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 35 : *Son amendement relatif à la transmission des dossiers des bénéficiaires de l'allocation temporaire* [13 décembre 1950] (p. 9033); — du projet de loi relatif aux prestations familiales : *Discussion générale* [8 février 1951] (p. 902); Art. 2 : *Allocations de salaire unique* (p. 937); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [9 février 1951] (p. 990, 991); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à tenir compte des années de guerre en territoire occupé comme années de travail réel* [9 février 1951] (p. 1000); *Son amendement tendant à supprimer les conditions de rémunération minima pour ouvrir droit à l'allocation* (p. 1000); *le retire* (p. 1001); Art. 9 : *Son amendement tendant à tenir compte des périodes de chômage involontaire* (p. 1004); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales : *Discussion générale (Ses observations sur l'application de la loi du 22 août 1946)* [12 mai 1951] (p. 5116). = *S'excuse de son absence* [11 mars 1947] (p. 795).

DURROUX (M. Jean), Député de l'Ariège.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la production industrielle [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des pensions [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [25 juillet 1950] (p. 5914), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice (application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).